Cour administrative d'appel de Douai

1re chambre - formation à 3

5 novembre 2019

n° 19DA00674

Vu la procédure suivante :

Procédure contentieuse antérieure :

M. X a demandé au tribunal administratif de Rouen d'annuler pour excès de pouvoir, d'une part, l'arrêté du 23 octobre 2018 par lequel la préfète de la Seine-Maritime a rejeté sa demande de titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination et, d'autre part, la décision par laquelle elle a implicitement rejeté son recours gracieux.

Par un jugement n° 1900007 du 5 mars 2019, le tribunal administratif de Rouen a annulé l'arrêté du 23 octobre 2018 et la décision implicite de rejet du recours gracieux de M. X

Procédure devant la cour :

Par une requête, enregistrée le 19 mars 2019, la préfète de la Seine-Maritime demande à la cour :

1°) d'annuler ce jugement ;

2°) de rejeter la demande de M. X

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 ;
- le code de justice administrative.

Le président de la formation de jugement a dispensé le rapporteur public, sur sa proposition, de prononcer des conclusions à l'audience.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Claire Rollet-Perraud, président-assesseur,
- et les observations de Me C., représentant M. X

Considérant ce qui suit :

1. M. X, ressortissant pakistanais né le 19 août 2000, déclare être entré sur le territoire français en avril 2017. Par une ordonnance du 15 septembre 2017, le juge des tutelles des mineurs a confié sa tutelle au président du département de la Seine-Maritime. Le 26 septembre 2018, M. X a sollicité la délivrance d'un titre de séjour, lequel lui a été refusé par un arrêté du 23 octobre 2018 de la préfète de la Seine-Maritime, qui a assorti sa décision d'une obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours. Le 26 octobre 2018, M. X a présenté un recours gracieux à l'encontre de cet arrêté. Une décision implicite de rejet est née du silence gardé par l'administration sur cette demande. La préfète de la Seine-Maritime relève appel du jugement du 5 mars 2019 par lequel le tribunal administratif de Rouen a annulé son arrêté du 23 octobre 2018 et la décision implicite de rejet du recours gracieux.

Sur le motif d'annulation retenu par le tribunal administratif de Rouen :

2. M.X était présent en France depuis moins de deux ans à la date de l'arrêté attaqué. L'intéressé, célibataire et sans enfant à charge, n'établit pas avoir noué des liens anciens et stables en France. Il n'établit pas davantage qu'il serait isolé en cas de retour au Pakistan où il a vécu au moins jusqu'à l'âge de seize ans et où résident encore son père, ses frères et ses grands-parents paternels. Il n'a suivi aucune formation en France, si ce n'est un stage d'initiation dans la société Castacos, lequel a débouché sur un contrat de travail à temps complet à durée indéterminée. Compte tenu des conditions et de la durée du séjour en France de l'intéressé et en dépit de ses efforts d'intégration, notamment professionnelle, la préfète de la Seine-Maritime, en lui refusant un titre de séjour, n'a pas commis d'erreur manifeste d'appréciation des conséquences de sa décision sur sa situation personnelle. Par suite, la préfète est fondée à soutenir que c'est à tort que le tribunal administratif de Rouen a retenu ce moyen pour annuler son arrêté du 23 octobre 2018.

3. Il appartient toutefois à la cour administrative d'appel, saisie de l'ensemble du litige par l'effet dévolutif de l'appel, d'examiner les autres moyens soulevés par M.X devant la juridiction administrative.

Sur la légalité de l'arrêté en litige :

4. Il ressort des pièces du dossier que M.X a présenté sa demande de titre de séjour sur le fondement des articles L. 313-11-7, L. 313-10 et L. 313-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Toutefois, si dans son arrêté du 23 octobre 2018, la préfète de la Seine-Maritime vise le 7° de

l'article L. 313-11-7 et l'article L. 313-10 de ce code, il n'est pas fait mention de l'article L. 313-14. Par suite, la décision querellée est insuffisamment motivée en droit. Dès lors, et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, M. X est fondé à demander l'annulation de cette décision pour ce motif ainsi que l'annulation, par voie de conséquence, de la décision portant obligation de quitter le territoire français et de la décision fixant le pays de renvoi.

5. Il résulte de ce qui précède que la préfète de la Seine-Maritime n'est pas fondée à se plaindre de ce que, par le jugement attaqué, le président du tribunal administratif de Rouen a annulé l'arrêté en litige.

Sur les conclusions à fin d'injonction et d'astreinte :

6. Eu égard au motif d'annulation de l'arrêté en litige et alors qu'aucun autre moyen n'est de nature à la justifier, il y a seulement lieu d'enjoindre au préfet de la Seine-Maritime de réexaminer la situation de l'intéressé dans un délai de trente jours à compter de la notification du présent arrêt, sans qu'il soit besoin d'assortir cette mesure du prononcé d'une astreinte. Par suite, l'article 3 du jugement attaqué, qui enjoint au préfet de délivrer au demandeur un titre de séjour, doit être annulé.

7. Il résulte de ce qui précède que la préfète de la Seine-Maritime est seulement fondée à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Rouen lui a enjoint de délivrer une carte de séjour temporaire à M.X dans le délai de deux mois à compter de la notification du jugement. Il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Etat une somme à verser au conseil de M. X, sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

DÉCIDE :

Article 1er : Le jugement de première instance est annulé en tant qu'il enjoint à la préfète de la Seine-Maritime de délivrer à M.X un titre de séjour portant la mention " vie privée et familiale ", valable un an, dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement à intervenir.

Article 2 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 3 : Il est enjoint au préfet de la Seine-Maritime de procéder au réexamen de la demande de M.X dans un délai de trente jours à compter de la notification du présent arrêt.

Article 4 : Les conclusions présentées par M. X aux fins d'astreinte et au titre des frais liés au litige sont rejetées.

Article 5 : Le présent arrêt sera notifié au ministre de l'intérieur, au préfet de la Seine-Maritime, à M. X et à Me B.